

SOCIÉTÉ

Les inégalités nuisent gravement à la cohésion sociale

Quand les inégalités sociales deviennent trop fortes, le sentiment d'appartenir à une même société risque-t-il de s'effriter ? Enquête en Belgique et dans le monde.

Avec le soutien de



Pour commencer, entendons-nous sur les mots. Quand on parle d'**inégalités**, on ne parle pas de **différences**. Pour distinguer les unes des autres, il n'est pas inintéressant de faire appel à Jean Jacques Rousseau¹ :

« ...pas plus que d'autorité naturelle, il n'y a d'inégalité naturelle entre les hommes. Il y a bien des **différences naturelles**. La force physique, l'habileté, les qualités de l'esprit ne sont pas les mêmes chez tous les hommes, mais il faut observer, d'abord, que **ces différences sont en large partie amplifiées et même produites par l'existence sociale...** Mais l'essentiel est ailleurs. (...) Pour que leurs différences deviennent source d'inégalité, il faut que les hommes entretiennent entre eux des rapports, et des rapports tels que ces différences soient constitutives d'une supériorité des uns sur les autres. **En un mot, il ne saurait y avoir d'inégalité que dans le cadre d'une existence sociale.**

A l'inégalité des individus entre eux déjà établie s'ajoute, autrement déterminante, la division radicale entre possédants et non possédants, riches et pauvres. L'inégalité, dès lors, devient le principe structurant des sociétés civiles et traverse de part en part, dans toutes ses dimensions, la condition de l'homme moderne. »

Si, dans son second Discours, Rousseau a caractérisé la condition de l'homme civil par les inégalités, **il fait de l'égalité**, dans

¹ Dans « Le Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes » (publié en 1755), qui est à la base du « Contrat Social », lequel sera à la base du développement ultérieur des politiques sociétales de « Cohésion Sociale »

le Contrat social (cf. note 1), **la condition de toute société légitime...**

Lutter pour plus d'égalité n'est donc pas œuvrer à éliminer les particularismes, qu'ils soient identitaires, culturels, religieux ou ethniques... Jean-Philippe Schreiber² met l'accent sur le respect des sociétés métissées dans le cadre de la mondialisation : il insiste sur l'importance fondamentale de l'apprentissage, de l'éducation pour sortir de « l'ignorance de l'autre ». Très souvent, des rapports inégalitaires sont le résultat de replis protectionnistes et identitaires, eux-mêmes issus de la « peur de l'autre »

1. LA COHÉSION SOCIALE : CIMENT DE LA SOCIÉTÉ

La cohésion, c'est cette « force qui unit entre elles différentes parties ». Si l'on y ajoute l'adjectif « sociale », elle devient le ciment de la société, sa condition d'existence. C'est ce qui fait que, malgré les différences et les inégalités, les individus ont le **sentiment d'appartenir à un groupe**, une collectivité. De se sentir reliés aux autres par une destinée commune.

Sans cohésion sociale, il n'y a pas de société, car il n'y a pas de lien entre les gens. Il y a explosion sociale, révolution, terrorisme, régime dictatorial, guerre civile, anarchie...

Le conseil de l'Europe entend quant à lui par cohésion sociale « **la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, à minimiser les disparités et à éviter la polarisation...** ». Ce qui serait

² « La crise de l'égalité », Essai sur la diversité multiculturelle, publié à « Espace de Liberté », 2012

plutôt, selon nous, la définition d'une *politique* de cohésion sociale.

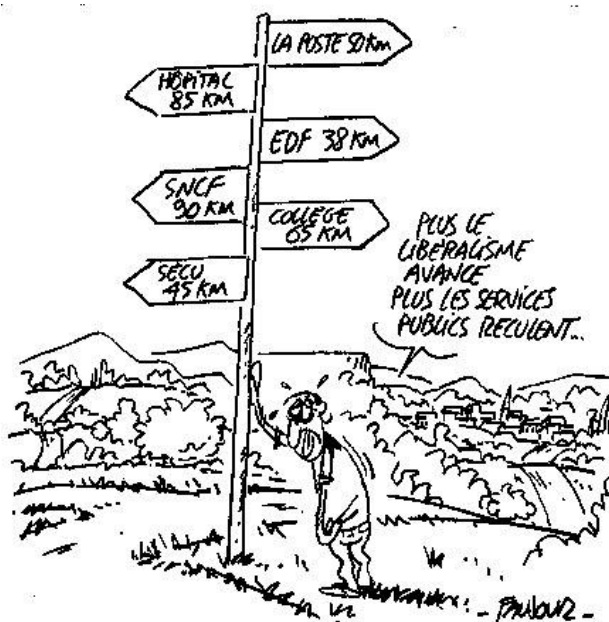
Quoi qu'il en soit, cohésion sociale ne signifie pas absence de disparités, notamment en termes de richesses. En ce sens, la cohésion sociale ne sera jamais parfaite, mais c'est, toujours selon le Conseil de l'Europe, « un idéal pour lequel il faut lutter ». En combattant la pauvreté et l'exclusion, bien entendu, mais aussi « en créant au sein de la société une solidarité ».

L'une des principales expressions de cette solidarité collective et organisée, c'est notre **sécurité sociale**. Elle lie tous les citoyens d'un même pays. Chacun y contribue selon ses moyens et en bénéficie selon ses besoins, que ce soit en raison de sa situation socio-économique ou des événements qui surviennent au cours de la vie : maladie, paternité/maternité, chômage, retraite, etc.

Régionaliser des pans de la sécurité sociale ou de la fiscalité, c'est fissurer le ciment qui lie tous les Belges, quelle que soit leur langue maternelle.

Permettre aux plus riches de ne pas contribuer au bien commun proportionnellement à leurs revenus, c'est aussi créer une brèche dans ce ciment. **Une fiscalité qui taxe lourdement le travail et beaucoup moins le capital** ne peut qu'accentuer les inégalités entre la majorité des citoyens et une minorité très favorisée.

Parmi les ingrédients de la cohésion sociale, citons aussi les **services publics**, qui, financés par l'impôt, constituent aussi une forme de solidarité entre tous les citoyens. Les privatisations et les impératifs de rentabilité qui leur sont aujourd'hui imposés menacent leur accessibilité universelle : suppression de



bureaux de postes, de gares en milieu rural, etc. Le Conseil de l'Europe place d'ailleurs cet « accès inadéquat » (insuffisant en qualité ou en quantité, ou trop cher) dans la liste des menaces contre la cohésion sociale.

Cohésion sociale et droits humains

3

On voit ici comment la cohésion sociale est intimement liée à la notion de **droits humains**. La cohésion sociale existe si les membres de la société se sentent respectés, reconnus. Et cette reconnaissance passe par le respect des droits de chacun. Se sent-on membre d'une société dans laquelle on ne peut pas se soigner, où l'on ne peut pas se déplacer, accéder à la culture, à l'éducation, à des espaces publics accueillants ? Une société où l'on sent sa sécurité menacée ? La sécurité est ici entendue au sens physique, en lien avec le vandalisme et la criminalité, mais aussi au sens de sécurité d'existence, de conditions de vie, actuelles et futures.

Le Conseil de l'Europe a défini en 2004 les grands principes de la stratégie

européenne de cohésion sociale³. On y lit notamment les lignes directrices qui ont conduit à cette stratégie, dont le principe est de prendre les droits humains comme fondement de la cohésion sociale.

Mettre à mal tous ces instruments de la cohésion sociale, en mettant notamment en avant la **responsabilité individuelle** et en effaçant la responsabilité collective, c'est non seulement injuste, mais c'est aussi dangereux pour la société : « *lorsque ces disparités sont excessives ou tendent à augmenter, la cohésion est menacée...* », constate le Conseil de l'Europe.

Parmi les **menaces** qui pèsent sur la cohésion sociale, le Conseil place en premier lieu « *la viabilité des systèmes de sécurité sociale* », avant « *le sentiment d'insécurité dans leur vie quotidienne en raison des problèmes sociaux et de la criminalité dans les quartiers urbains défavorisés, le développement du multiculturalisme.* »

Plus on intériorise le discours sur la responsabilité individuelle, plus ce discours se traduit en mesures politiques visant à démanteler les mécanismes de solidarité collective. Et plus on porte atteinte à la cohésion sociale. Car, privés de leurs droits et de leur sécurité d'existence, **les plus pauvres ne se sentent plus reconnus comme membres de la société** (c'est la bien nommée *exclusion sociale*).

Quant aux **plus riches**, convaincus qu'ils ne doivent leur fortune qu'à leur mérite –

et, inversement, que les plus pauvres doivent leur situation à leur manque de volonté -, ils ne se sentiront **plus de lien** ni de **responsabilité** par rapport au sort de ces derniers.

Conscient de ces menaces, le Conseil de l'Europe a donc décidé en 2004 de « *donner la priorité à la cohésion sociale, un complément indispensable de la promotion des droits de l'homme et de la dignité humaine* ». Et de manifester une attention particulière envers les groupes les plus fragiles, comme les enfants, les jeunes, les familles en situation précaire, les personnes âgées ou handicapées...

Cette attention particulière ne suffit cependant pas à enrayer l'aggravation des inégalités chez nous et à travers le monde.

« Le capitalisme contemporain est inefficace, instable et injuste... »

(J. Stiglitz)

2. LES INÉGALITÉS À TRAVERS LE MONDE

« *Le capitalisme contemporain est inefficace, instable et injuste...(…) Quand une fin, gagner plus, justifie les moyens, (dans la crise des subprimes, ils consistaient à exploiter les plus pauvres et les moins instruits d'entre nous), c'est qu'un accident grave est arrivé à notre sens moral* ». Joseph Stiglitz⁴

Au niveau international

« *Il apparaît que le niveau d'inégalité des Etats-Unis est le plus élevé des pays industriels avancés et que l'écart avec les autres pays augmente en valeur absolue.*

³ Une nouvelle stratégie de cohésion sociale : http://www.coe.int/t/dg3/socialpolicies/socialcohesiondev/source/RevisedStrategy_fr.pdf

⁴ « The price of Inequality » ou « Le prix de l'inégalité », Ed. Les Liens qui Libèrent (LLL), 2012

L'Amérique était le plus inégalitaire de tous ces pays au milieu des années 1980 et l'est toujours. Sur la même période, en France, en Belgique ou en Hongrie, aucune hausse sensible de l'inégalité n'a été observée ; en Turquie ou en Grèce, elle aurait diminué.

De façon générale, avec la pleine égalité des chances, les experts sont d'accord pour dire que seuls 20% des membres du 20^e inférieur verraient leurs enfants rester au bas de l'échelle sociale et 80% pourraient y monter.

- Aux Etats-Unis, les chances d'ascension sont beaucoup plus réduites : seuls 58% des enfants nés dans la catégorie inférieure en sortent ;

- Au Danemark : 75% ;

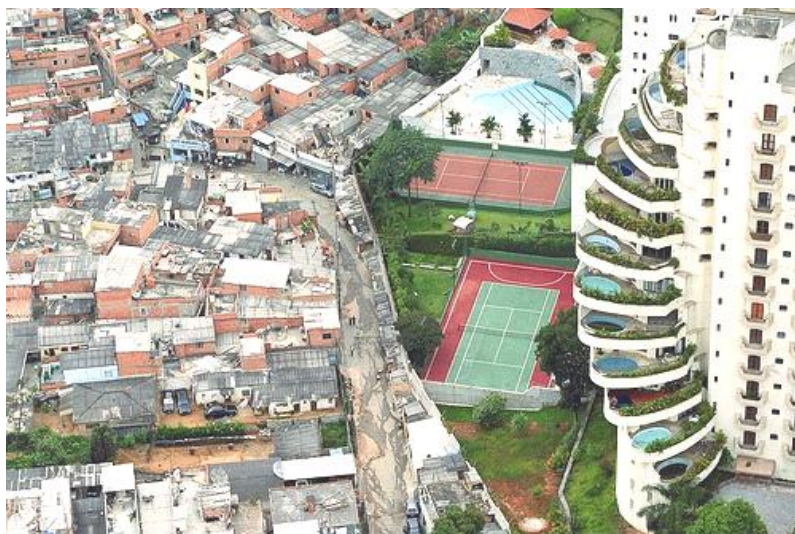
- En Angleterre : 70% (malgré son image de pays aux fortes divisions de classe) ». ⁵

A propos de la crise européenne qui voit les inégalités sociales s'accroître, l'économiste Daniel Cohen écrit⁶ : « La **spirale absurde** dans laquelle l'Europe s'est laissé entraîner est devenue la suivante : réduire les déficits mais au risque de casser la croissance puis, de combler le manque à gagner dû à la récession par de nouvelles austérités...

En Allemagne, cette politique avait conduit à une radicalisation de la vie politique et

mené à la prise de pouvoir par Hitler, en janvier 1933, moins de quatre ans après le déclenchement de la crise... En Grèce, aux élections de 2012, le parti nazi Aube dorée est entré au Parlement... **L'Europe attend** son Roosevelt, qui saura lui donner, au cœur de la crise, **le sentiment d'une communauté partagée**. Mais l'économie et la politique tirent aujourd'hui dans des directions opposées... »

Le PNUD (Programme des Nations Unies



pour le Développement) a mis au point un **indice standard du développement humain**⁷ qui réunit les mesures du revenu, de la santé

et de l'éducation. Les chiffres sont ensuite ajustés en fonction du degré d'inégalité : les Etats-Unis se classent à la 23^e place, derrière tous les pays européens. Tous les pays scandinaves sont bien mieux classés que les Etats-Unis et tous offrent à leurs citoyens l'enseignement gratuit, mais aussi l'assurance maladie.

⁷ De nombreux indices mesurant la richesse d'un pays et de sa population existent qui permettent de mieux approcher l'évolution de leur bien-être : le PIB/PNB (Produit Intérieur/National Brut), IDH (Indice du développement Humain), BNP (Bonheur National Brut, utilisé jusqu'il y a peu au Bouthan), l'IP (Indice de Prospérité) qui mesure la prospérité à partir de 8 critères (entre autres : gouvernance, éducation, santé, sécurité, liberté...). Le Legatum Institute publie une carte du monde en fonction du niveau de prospérité dans chaque pays (142). L'OCDE publie également un indice du bien-être à partir de 11 critères...

⁵ Ib.

⁶ Daniel Cohen, *Homo Economicus*, Albin Michel, 2012, pages 137 à 142

L'idée reçue aux Etats-Unis que les impôts nécessaires pour financer ces prestations sociales étouffent la croissance n'est pas du tout vérifiée, bien au contraire. La Suède, par exemple, où les impôts sont très lourds, a connu une croissance de loin supérieure à celle des Etats-Unis : 2,31% contre 1,85% par an entre 2000 et 2010⁸.

Le classement⁹ des pays selon l'indice de développement humain (IDH) pour 2011 met en évidence **l'importance des inégalités et la dégradation de l'environnement qui pèsent lourdement sur le développement** des pays les moins avancés. Les dix premiers pays sont la Norvège, l'Australie, les Pays-Bas, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, le Canada, l'Irlande, le Liechtenstein, l'Allemagne, la Suède.

Cependant, **si l'on ajuste l'indice aux inégalités** internes dans les domaines de la santé, de l'éducation et des revenus, certaines des nations les plus riches ne sont plus dans les 20 premières positions du classement : les États-Unis passent de la 4^e à la 23^e place, la République de Corée de la 15^e à la 32^e place, et Israël de la 17^e à la 25^e place. La chute des États-Unis et d'Israël dans le classement à l'IDH ajusté aux inégalités (IDHI) est principalement due aux disparités de revenus.

À l'inverse, d'autres pays gagnent des places dans le classement à l'IDHI grâce à un accès relativement plus égalitaire à la

santé, à l'éducation et aux revenus. Ainsi, la Suède passé de la 10^e à la 5^e place, le Danemark de la 16^e à la 12^e place et la Slovénie de la 21^e à la 14^e place.

La France se situe en 20^e position, que ce soit pour l'IDH ou l'IDHI. C'est tout de même six places de moins que l'année précédente, et c'est assez préoccupant.

« *L'indice de développement humain ajusté aux inégalités nous aide à mieux évaluer les niveaux de développement pour tous les segments de la société, et non uniquement pour la personne "moyenne", traditionnellement utilisée comme référence* », explique Milorad Kovacevic,¹⁰ responsable de l'équipe des statistiques du Rapport sur le développement humain. « *Dans l'équation utilisée, la distribution de la santé et de l'éducation est aussi importante que celle du revenu, et les données obtenues reflètent d'importantes inégalités dans de nombreux pays.* »



Le Rapport 2011, intitulé « Durabilité et équité : Un meilleur avenir pour tous »¹¹, indique que **l'inégale distribution des revenus s'est aggravée dans la plupart des pays du monde**. L'Amérique latine présente toujours les inégalités les plus saillantes en termes de revenus, bien que l'on constate une réduction de ces disparités au sein de plusieurs pays, comme le Brésil et le Chili. Pourtant, le Rapport montre qu'en termes d'IDHI, qui prend en compte l'espérance de vie et le

⁸ J. Stiglitz, p.60

⁹ Publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement, novembre 2012

¹⁰ http://www.notre-planete.info/actualites/actu_3137_IDH_2011.php

¹¹ <http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rdh2011/telecharger/>

niveau de scolarisation, l'Amérique latine est plus équitable que l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud.

Voici, quelques illustrations de l'évolution des inégalités que Joseph Stiglitz met en lumière à travers le monde :

Etats-Unis : le record

La montée des inégalités sociales n'étant désormais plus contestable, surtout aux Etats-Unis, l'ouvrage de J. Stiglitz s'attache d'abord à en déterminer les causes.

« La mondialisation y a une lourde part. Elle donne en effet du pouvoir au capital au détriment du travail et accroît les risques d'instabilité : ceux qui y perdent leur travail peuvent ne jamais en retrouver et les gagnants refusent toujours de redistribuer une partie de ce qu'ils gagnent aux perdants, au nom de la compétitivité.

Nous sommes les 99%... : nous, l'immense majorité, nous sommes en train de souffrir ensemble et pas de nous élever ensemble : et la pointe du sommet – le 1% - vit tout autrement. Le 1 % emporte toujours la richesse mais ne donne rien aux 99% sauf l'angoisse et l'insécurité. Il y a une trentaine d'années, le 1% supérieur de l'échelle des revenus recevait seulement 12% du revenu national. Ce degré d'inégalité aurait déjà dû paraître inacceptable. Depuis, il a spectaculairement augmenté : de 1979 à 2007, le revenu après impôts s'est accru de 275% pour le 1% supérieur. Pour les 20% inférieurs, ce revenu n'a augmenté que de 18% !

Le seuil d'appartenance au 1% supérieur de la répartition des revenus en 2010,

plus-values comprises, se situait à 325 055 dollars (+/- 240 000€) ; pour le 0,1% supérieur, il était de 1 492 175 dollars (+/- 1 106 000€) ; pour le 20% inférieur, en 2007, il était de 17 800 dollars (+/- 13 200 €)... »

Dans un entretien récent au journal Le Soir¹², Claude Fisher, sociologue de l'université de Californie à Berkeley, déclarait : *« Depuis les années 1970, les inégalités se sont fortement accrues aux Etats-Unis, au point de renouer avec leurs niveaux extrêmement élevés des années 20... Ce qui est frappant, c'est qu'aucun autre pays occidental important, sauf peut-être le Royaume-Uni, n'a connu un accroissement aussi important des inégalités... C'est une certitude : la société*

« C'est une certitude : la société américaine est plus écartelée que jamais »

(Claude Fisher)

américaine est plus écartelée que jamais ». Claude Fisher de constater : « Peut-être un niveau minimal d'inégalité est-il nécessaire, mais, pour nos sociétés, les données indiquent que de grandes inégalités, loin de favoriser la croissance, ont au contraire pour effet de l'étouffer. »

« Avant même la poussée de fièvre inégalitaire qui a marqué la première décennie du XX^e siècle, reprend Stiglitz, les Etats-Unis avaient déjà plus d'inégalité et moins de mobilité des revenus que pratiquement tous les pays européens, l'Australie et le Canada ! ... La dernière fois que l'inégalité s'est rapprochée du niveau alarmant d'aujourd'hui, c'était dans les années qui ont précédé la Grande Dépression (1929) : l'instabilité économique d'alors et celle que nous connaissons

¹² Le Soir, édition des 27 & 28 octobre 2012, page 2 du supplément « Week-End I Love America, 10 jours avant les élections présidentielles qui a vu Barak Obama reconduit dans ses fonctions de Président des USA. .

aujourd'hui sont étroitement liées à la montée des inégalités. »

Concernant l'état global de l'économie américaine, J. Stiglitz constate notamment que « *la classe moyenne se vide de sa substance : les économistes appellent ce phénomène la « **polarisation** » de la main-d'œuvre avec, comme résultat, un double mouvement : **l'argent monte et les gens descendent !** (...) **L'Amérique est plus inégalitaire que tout autre pays avancé, fait moins que les autres pour corriger ces injustices et a une inégalité sociale qui monte plus vite que dans beaucoup d'autres pays. (...) C'est au plus bas et au plus haut que les Etats-Unis enregistrent les pires résultats : ceux qui sont tout en bas ont de fortes chances d'y rester, ceux qui sont tout en haut aussi et beaucoup plus que dans d'autres pays.** »*

De son analyse, il ressort que les politiques économiques ont une influence importante sur le niveau des inégalités. Comme il se veut positif, il souligne ce fait comme une bonne nouvelle et trace quelques pistes : « *Il faut une politique budgétaire orientée vers la promotion de **l'investissement public, taxer la pollution plus que le travail, augmenter les impôts sur les riches.** Il faut en finir avec la soi-disant indépendance des banques centrales : les sortir du giron public les a mises aux bottes des intérêts privés.* »

Il termine son ouvrage avec une trentaine de propositions pour arrêter la montée d'une société divisée, "le cauchemar vers lequel nous marchons lentement". Peut-on l'éviter ? "Aujourd'hui, cet espoir vacille", conclut un Stiglitz, de plus en plus pessimiste au fil des ans.

Inégalités à la belge¹³

Des faits ...

La Belgique reste un paradis fiscal pour les revenus mobiliers et immobiliers et un enfer fiscal pour les revenus du travail ; les grosses fortunes continuent à croître, en toute tranquillité. Les sociétés, quant à elles, sont logées à des enseignes très différentes. Certaines paient le taux effectif prévu d'impôt (33,99%). D'autres paient peu, voire pas du tout d'impôt, mais dégagent des bénéfices plantureux, exemptés grâce aux multiples astuces légales (on pense notamment aux intérêts notionnels, dont M. Mittal a largement profité), sans pour autant être tenues de créer des emplois ou de réaliser des investissements...



... et des chiffres :

- La fortune moyenne du 1% de Belges les plus riches est estimée à 7 545 870 euros.
- Les 10% de Belges les plus riches possèdent à eux seuls la moitié de la richesse belge totale.
- Les 10 familles les plus riches de Belgique possèdent ensemble 32,3 milliards d'euros.
- Les familles de Spoelberch, de Mevius et Vandamme, principaux actionnaires d'AB InBev et détentrices de la plus grosse fortune de notre pays, possèdent un patrimoine financier de 25,6 milliards

¹³

http://www.hetgrotegeld.be/index.php/les_grosses_fortunes/Nouvelles/show ; *Pauvreté en Belgique- Annuaire 2013, Willy Lahaye, Isabelle Pannecoucke, Jan Vrancken et Ronan Van Rossem, éd. Acco, 473 pages, 2013.*

d'euros, soit l'équivalent du **budget de l'assurance maladie en 2012**¹⁴.

Dans le même temps,

- 15,3 % de la population belge vivent au-dessous du seuil de pauvreté
- le gouvernement accentue la dégressivité des allocations de chômage.
- la couverture de l'assurance maladie se réduit insidieusement : les riches ne le sentent pas mais les pauvres doivent de plus en plus souvent renoncer à se soigner.

Une étude récente¹⁵ mesure la performance des Etats-providence européens, sur la base de l'efficacité de la lutte contre les inégalités sociales, de santé, d'emploi et d'éducation. Dans ce classement, la Belgique occupe la 11^e place !

Le Portugal : « nous n'avons plus d'espoir »

La politique d'austérité menée au sein de l'Europe depuis 2011 a un effet dévastateur qui ne fait qu'accentuer les inégalités sociales. Sofia Amaro, journaliste à La Revue Nouvelle, décrit les effets de l'austérité sur l'économie portugaise et plus particulièrement sur le secteur de l'Education¹⁶ :

« ... Le futur se résume à l'indigence et à l'absence d'horizon : nous n'avons plus d'espoir... Faillites des petites et moyennes entreprises, destruction massive du tissu économique, augmentation exponentielle d'impôts,

¹⁴ Selon une étude de Vuchelen et Rademaekers (VUB), adaptée aux chiffres de 2010 (source : BNB)

¹⁵ Mathieu Lefebvre, Pierre Pestieau, *L'Etat-providence en Europe. Performance et dumping social*, Rue d'Ulm, coll. « CEPREMAP », 2012. A lire ici : <http://oua.be/sme>

¹⁶ Revue Nouvelle, novembre 2012, pages 24-25 : « Un pays qui meurt »

coupes dans l'éducation, réduction drastique des budgets de la santé accentuent l'asymétrie entre les classes sociales, parce que seuls les riches ont accès à l'éducation et à la santé. Le décrochage scolaire est analogue à celui de la deuxième république (1933 à 1974) [dictature de Salazar et Caetano ndr] avec des réductions des aides pour les repas scolaires et les transports. Le taux d'abandon place le pays au 3^e rang de l'Union européenne, après Malte et l'Espagne. De plus, les allocations familiales sont supprimées pour les ménages qui ont un revenu supérieur ou égal à 600€/mois.

Le ministère de l'Education a décidé d'augmenter le nombre d'élèves par classe, ce qui a déclenché un chômage catastrophique chez les enseignants (+ 177,5%).(...) Outre le nombre d'étudiants, il y a eu une réduction des disciplines dans le programme scolaire de base. »

L'Allemagne : une fausse success story

Stephen Lehndorff, de l'université de Duisbourg-Essen analyse la situation allemande comme suit : « l'Allemagne est donnée en exemple à une Europe en crise », ...mais il avertit les Européens : **« ce modèle n'est pas le bon ».**

« La success story allemande est basée sur un business model de plus en plus unilatéral : ce qui est neuf, c'est que cette locomotive est de moins en moins intégrée dans un environnement institutionnel qui permet à de plus larges parts de l'économie et de la société de bénéficier de ses succès... Au cours des deux dernières décennies, (...) nous avons vu une augmentation dramatique de toutes sortes d'emplois précaires et à bas

salaires... De sorte que le marché intérieur a stagné, ce qui a limité les possibilités pour les autres pays européens d'exporter vers l'Allemagne ... Ce business model unilatéral est un boulet pour le reste de l'Europe. Pour le dire sans détour, ***l'Allemagne fait supporter à ses partenaires les conséquences de l'inégalité sociale qui explose à l'intérieur de ses frontières...***¹⁷ »

« L'Allemagne est actuellement le pays où les inégalités salariales s'accroissent le plus rapidement ».

Joachim Möller

«L'accroissement régulier de ces inégalités place l'Allemagne, premier produit intérieur brut du continent, dans le ventre mou du classement des pays développés», constate l'Organisation pour la coopération et le développement en Europe (OCDE). Plus éclairante encore, la comparaison des patrimoines révèle que les 10% les plus riches possèdent plus de la moitié

des richesses (56%) et les 10% les plus pauvres n'en détiennent que 2%.

Quand on s'attarde sur les chiffres qui traduisent ces inégalités sociales, on ne peut que nuancer le « succès » allemand : « 660 000 retraités allemands de 65 à 74 ans sont obligés de compléter leurs revenus par de petits jobs (distribution de journaux, ménages...). Un enfant sur six sous le seuil de pauvreté, des retraités encore actifs à 70 ans passés...: le fameux modèle rhénan, dont l'un des piliers repose sur une juste répartition des revenus, est-il en phase d'effritement?... L'Allemagne éprouve des difficultés à masquer une face moins reluisante de son modèle de société, souvent cité en exemple¹⁸. » Aujourd'hui, les 10% des Allemands les plus riches ont des revenus onze fois supérieurs aux 10% les plus pauvres.

Tout ceci fait dire à Joachim Möller, directeur de l'Institut du marché du travail (DIAB), que « *l'Allemagne est actuellement le pays où les inégalités salariales s'accroissent le plus rapidement* ».

Ces chiffres font douter jusqu'à l'éditorialiste du plutôt conservateur *Frankfurter Allgemeine Zeitung* : «*Et si l'extrême gauche avait raison? Et si le capitalisme ne servait que les intérêts des plus riches?*»

France : des écarts qui se creusent¹⁹

L'Observatoire des inégalités²⁰, créé en France il y a dix ans, et le magazine Alternatives Economiques ont publié récemment "*Les inégalités en France*" : un document de synthèse des travaux menés depuis dix ans²¹. Patrick Savidan, professeur de philosophie sociale et politique à l'université de Poitiers, cofondateur de l'Observatoire des inégalités, y écrit notamment : « *Les écarts de conditions entre les plus défavorisés et les plus riches n'ont cessé de se creuser, ... et l'on a même pu*

¹⁷ http://archives.lesoir.be/-mefiez-vous-du-modele-allemand-_t-20121019-02515Y.html

¹⁸ David Philippon, « Les inégalités sociales se creusent en Allemagne », *Le Figaro*, 29/8/2012. <http://www.lefigaro.fr/international/2011/08/29/01003-20110829ARTFIG00681-les-inegalites-sociales-se-creusent-en-allemande.php>

¹⁹ *Alternatives Economiques poche "Les inégalités en France" n° 056* septembre 2012.

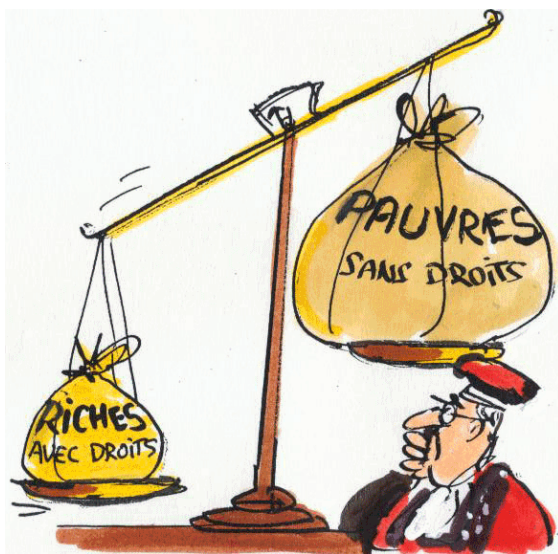
²⁰ <http://www.inegalites.fr/spip.php?article1621>

²¹ Alternatives Économiques "Les inégalités en France" (Réduction des inégalités : passer du savoir à l'agir, le 28 août 2012)

observer un décrochage sans précédent au XX^e siècle, une élite augmentant sa fortune, assurant son assise sociale et politique, de manière tout à fait considérable, dans l'absolu et relativement à toutes les autres catégories sociales, celles qui se trouvaient, elles, emportées par la crise.... c'est la grande richesse qui, dans le débat public, s'impose désormais comme cet abîme d'iniquité qu'il convient de combler... »

La montée des inégalités n'a pas la même ampleur en France qu'aux Etats-Unis : le rapport Cotis²² montre que si les plus hauts revenus enregistrent des taux de croissance spectaculaires, les effets macroéconomiques restent plus limités : « la stabilité de la répartition entre salaires et profit cache des inégalités salariales très fortes. Ceux qui ont vu leur salaire progresser plus que la moyenne sont aux deux extrémités de l'échelle. Les 10 % les moins payés ont légèrement profité du petit effet d'entraînement de la hausse du SMIC, tandis que les très hauts salaires ont fortement augmenté. »

L'observatoire des inégalités souligne que



²² « Partage de la valeur ajoutée, partage des profits et écarts de rémunérations en France », Rapport commandé par Nicolas Sarkozy en 2009, au lendemain du sommet social du 18 février 2009.

l'aspiration à plus d'égalité exprimée par les Français « ne signifie pas qu'une politique qui vise à plus de justice soit populaire... En matière d'inégalités, sauf à appartenir à une minorité très aisée, on peut toujours trouver mieux loti que soi et souhaiter une redistribution des richesses dont on pourrait profiter... Une politique de réduction des inégalités doit convaincre une majorité. Or **les catégories les plus favorisées disposent d'un poids bien supérieur dans le débat public et contribuent à l'orienter** »²³.

Dickens et Balzac made in China²⁴

L'écart des fortunes entre les communautés rurales et urbaines de la Chine est parmi l'un des plus marqués au monde.

«... Le gouvernement chinois a réalisé les graves conséquences des inégalités sociales et a entrepris de s'attaquer de front au problème », dit Khalid Malik, représentant résident du PNUD et coordonnateur résident des Nations Unies en Chine...

Le Rapport sur le développement humain de la Chine (2005) est la première étude complète qui émet une série de recommandations de politique hardies et pratiques en vue d'améliorer les conditions de vie des pauvres en milieu rural et de renforcer l'éducation, les soins de santé et le système de sécurité sociale.

La Chine est parvenue à extirper 250 millions de personnes de la pauvreté au cours des 25 dernières années.

²³ <http://www.inegalites.fr/spip.php?article69>

²⁴ http://www.notre-planete.info/actualites/actu_817_chine_inegalites_sociales.php

Toutefois, durant cette même période, l'inégalité des revenus a doublé. Le revenu individuel des citoyens est d'une moyenne de 1000 dollars par an alors qu'il dépasse légèrement 300 dollars par an en milieu rural. L'espérance de vie des habitants des villes est également supérieure de 5 ans à celle des habitants des campagnes... « *L'inégalité est évidente et des mesures concrètes doivent être prises immédiatement pour aider les gens qui se trouvent au bas de l'échelle économique et sociale* », note Li Shi, auteur principal du rapport.

Mais, même si la Chine est passée en 40 ans de la révolution culturelle de Mao au capitalisme, elle est devenue un pays où règnent des disparités inouïes, nous dit Daniel Cohen²⁵. Derrière le miracle chinois, on trouve un condensé des livres de Dickens et de Balzac, des nouveaux pauvres et une nouvelle bourgeoisie. Les inégalités atteignent des niveaux totalement inédits dans un pays qui, il y a cinquante ans, vivait encore sous un régime maoïste ultra égalitaire. La question de l'accès à un régime démocratique reste ouverte et plusieurs se posent la question de la compatibilité entre démocratie et prospérité.

3. INÉGALITÉS ET COHÉSION SOCIALE

Les inégalités affaiblissent-elles la cohésion sociale ? Des arguments à la fois théoriques et factuels soutiennent cette idée. Les sociétés les plus inégalitaires sont celles où la violence défie le plus souvent les règles communes (attentats, homicides...), où l'on observe un faible taux de participation aux élections...

²⁵ Daniel Cohen, « Homo Economicus, Prophète (égaré) des temps nouveaux », Albin Michel, 2012

Des analyses théoriques font apparaître **les inégalités comme une explication fondamentale de la violence**, tant individuelle que collective. Selon le raisonnement marxiste, les inégalités représentent évidemment une menace pour la cohésion de la société.

Toutes les inégalités ne posent pas le même problème en ce qui concerne la cohésion sociale : certaines peuvent être légitimes, d'autres considérées comme injustes.



L'expérience soviétique a montré que l'égalitarisme nécessite des méthodes autoritaires pour que chacun accomplisse sa part de travail, ce qui n'est pas compatible avec la démocratie.²⁶

Philippe Defeyt²⁷ parle de : « **détricotage progressif de la cohésion sociale, de la confiance en l'avenir... Tout indique qu'il y a un lien très clair entre la cohésion sociale et le développement économique d'une société...** Contrairement à l'idéologie dominante aux Etats-Unis, les sociétés inégalitaires sont celles où l'ascenseur social fonctionne le moins bien... Les gens acceptent un

²⁶

<http://autonote.net/ses/coex1112/inegcohesion.htm>

²⁷ Philippe Defeyt, économiste, président du CPAS de Namur, dans Le Soir du 3-4 novembre 2012 : « On écrase les plus défavorisés »

*certain degré d'inégalité pour autant qu'ils trouvent le système juste... Aujourd'hui, la confiance en le système est minée : **quand on perd ça, on mine la cohésion sociale...** Notre filet social est en train de voir sa qualité et sa solidité attaquées par toutes sortes d'éléments : la crise, le contexte et une série de mesures prises par les autorités [les mesures d'austérité]. Notre société devient très dure par rapport à ses éléments les plus faibles. (...) Chez nous, l'ascenseur social régresse ».*

Au 31 décembre 2012, il était assez surprenant d'entendre Bruno Colmant, économiste professeur à l'ULB, reconnaître que son idéologie libérale était ébranlée et qu'il était inquiet de la croissance démesurée des inégalités et injustices sociales²⁸.

Lors de la Journée des Insertions, organisée le 17 octobre 2012 à l'initiative du CPAS de Liège²⁹, Sue Christoforou³⁰, sur la base de statistiques et de recherches menées par le *think tank* britannique *Equality Trust* et de ses conclusions dans l'ouvrage « The Spirit Level »³¹ a expliqué en quoi, dans les sociétés où les revenus sont plus égalitaires, les populations ont tendance à vivre plus longtemps, à avoir une santé mentale et une vie sociale meilleures...

« Après des années de recherche, nous avons découvert un trait commun à tous

²⁸ http://www.rtf.be/info/emissions/article_bruno-colmant-est-l-invite-de-matin-premiere?id=7900017

²⁹ http://haute-ecole.prov-liege.be/spip.php?page=actualites_article&id=2092

³⁰ Membre du réseau « EQUALITY TRUST » (Royaume Uni) <http://www.equalitytrust.org.uk/>

³¹ <http://bouillaud.wordpress.com/2010/04/10/r-wilkinson-et-kate-pickett-the-spirit-level-why-equality-is-better-for-everyone/>

ces problèmes [sociaux]. Ils sont plus importants dans les pays où l'inégalité est plus marquée, c'est-à-dire où les différences entre les riches et les pauvres sont plus fortes...

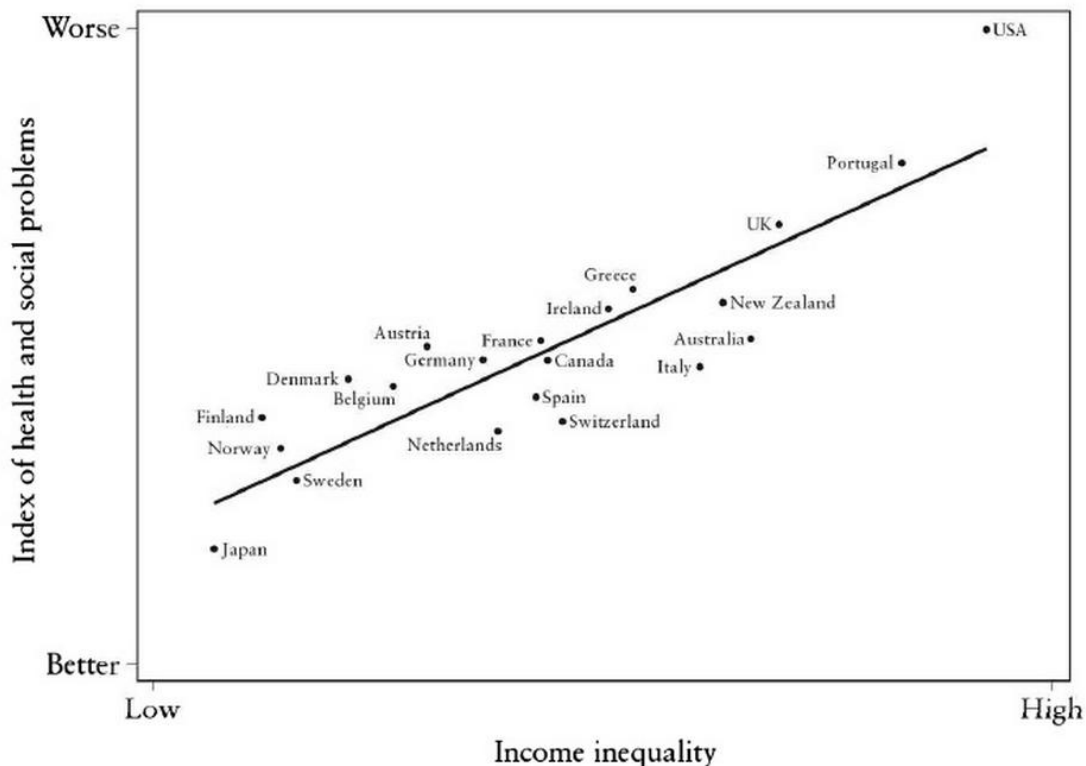
Le parallélisme des différents classements est pour le moins étonnant : la situation la plus typique voit les Etats-Unis, les pays de langue anglaise et le Portugal à une extrémité (celle du maximum du problème social étudié en corrélation avec une inégalité sociale maximum), et le Japon et les pays scandinaves à l'autre extrémité (celle du minimum du problème social étudié en corrélation avec le minimum d'inégalité sociale). » A ce titre, la situation de la Belgique est relativement bonne !

« Les paramètres suivants ont été analysés et portés en graphique³² pour l'ensemble des pays échantillons en fonction des inégalités sociales : les échecs scolaires, la santé, la mortalité, l'obésité, la violence physique, la répression pénale et l'emprisonnement, les homicides, la santé mentale et les drogues, la mobilité sociale, le niveau de confiance : tous les graphiques suivent la même corrélation ».

« Ce qui ressort des statistiques, c'est que l'inégalité nuit aux relations sociales. La confiance et la cohésion sociale sont plus fortes et la violence moins répandue dans les sociétés plus égalitaires. Même de petites différences d'inégalité semblent entraîner une énorme différence dans la qualité de la vie.

³² <http://fr.scribd.com/doc/58373654/The-Spirit-Level-Why-More-Equal-Societies-Almost-Always-Do-Better> page 35 de 345

THE SPIRIT LEVEL



Source : <http://oua.be/ttf> page 35

Nous ne sommes pas en train d'examiner les effets d'une utopie égalitaire, mais d'analyser les effets de différences d'inégalité qui existent réellement entre les économies de marché avancées. Si une plus grande égalité bénéficie à tout le monde ou presque, c'est parce que les sociétés plus égalitaires font plus de place à la collaboration et moins à la compétition pour le statut social. Quand les inégalités matérielles sont plus grandes, les gens s'inquiètent de la façon dont ils sont perçus et considérés, ils sont plus vulnérables aux angoisses de statut social. Les sociétés inégalitaires deviennent plus consuméristes : les gens travaillent plus longtemps, font moins d'économies et sont plus susceptibles de s'endetter. »

CONCLUSION : HOMO ECONOMICUS³³

Les trente dernières années marquent le basculement d'un monde de retenue vers un monde d'excès : cette rupture peut se comprendre comme le « passage d'un âge d'équilibre à un âge d'ambition » ; c'est ainsi que l'historien Peter Brown caractérisait le passage de l'Antiquité tardive vers les débuts du lent « déclin de l'Empire Romain ».

Alors, le déclin de l'empire capitaliste ? Daniel Cohen fait de nombreux parallèles entre la période de ce déclin de l'Empire Romain et notre période contemporaine (les inégalités y étaient encore plus radicales qu'aujourd'hui aux Etats-Unis !).

L'analogie avec Rome obsède les Américains et les inquiète : la République

³³ Daniel Cohen, « Homo Economicus, Prophète (égaré) des temps nouveaux », Albin Michel, 2012

Romaine est tombée pour de multiples raisons mais quelques-unes méritent d'être méditées : le déclin des valeurs morales et politiques, une expansion militaire sur des terres étrangères, l'irresponsabilité budgétaire du gouvernement... Ce parallélisme a été décrit aussi par Murphy Cullen dans son livre « Are We Rome ? »³⁴

Dans cette même optique, Chris Hedges, journaliste « dissident » aux Etats-Unis, récemment interviewé par le journal Le Soir, commentait à la sortie de son dernier livre³⁵ : « *Les Etats-Unis sont un empire agonisant : il se complaît de plus en plus dans une sorte d'auto-illusion dangereuse qui rend le système de plus en plus instable... Nous périrons comme d'autres civilisations on périclité avant nous. Mais à cette différence près que, cette fois, en raison du changement climatique, nous emporterons la planète avec nous.* »

La fin du monde étant déjà passée, nous n'allons pas l'annoncer à nouveau. Mais il faut tout de même prendre conscience du fait que nous – l'humanité – nous trouvons devant un choix vital, car c'est l'existence même de notre société qui est en jeu. En effet, nous l'avons vu, une société où les inégalités se creusent est une société dont la cohésion est menacée. Et une société sans cohésion mérite-t-elle encore le nom de société ?

Soit nous continuons sur la voie de l'ambition individuelle, de la compétition, persévérant dans une logique *néo-darwinienne* ; soit, au contraire, nous faisons ressurgir l'être de relation, de collaboration, d'empathie qui sommeille en nous et qui ne demande qu'à s'éveiller. Car finalement, la loi du plus fort, qui

menace la cohésion de nos sociétés, laisse un goût plutôt amer, même pour les gagnants...

Laissons le mot de la fin à Daniel Cohen :

« **Homo Economicus** est un bien pauvre prophète : en voulant surmonter les obstacles qui se dressent à la poursuite de l'enrichissement et au nom de l'efficacité, il chasse ses propres compétiteurs, les *Homo Ethicus, Empathicus...* ces autres parts de l'homme qui aspirent à la coopération, la réciprocité. (...) »

« Penser que la compétition suffira à organiser le monde qui vient relève d'une illusion anthropologique qui se paierait cher si elle n'était pas apaisée par d'autres « passions compensatrices »³⁶ (c'est-à-dire une passion qui apaise et parfois éteint les autres).

Dans l'équilibre entre compétition et coopération, il faut redonner vie à la seconde, en réenchantant le travail, en remettant à plat les frontières du gratuit et du payant, en repensant la coopération internationale, à commencer par celle de l'Europe...

En son temps, le christianisme avait offert une solution à la crise de l'Empire Romain, permettant d'arracher l'homme antique aux complexités d'une société devenue inintelligible. A notre tour de repenser l'idée que nous nous faisons d'un monde en harmonie avec lui-même, qui nous fasse sentir aussi « l'avant-goût du bonheur et de la paix »... »

Jean-Paul Davreux
Isabelle Franck
Vivre Ensemble Education, février 2013

Suivez-nous sur Facebook et sur Twitter



³⁴ Cullen Murphy, « Are We Rome? » *The Fall of an Empire and the Fate of America* (New York: Houghton Mifflin, 2007), 262pp

³⁵ « *La mort de l'élite progressiste* », Chris Hedges, Editions Lux, essai 2012

³⁶Jean- Pierre Dupuy dans son livre « L'avenir de l'économie », Flammarion, 2012